

## **Avis de recrutement d'un Spécialiste en Suivi-Evaluation**

**Pays :** République du Mali

**Origine :** Ministère du Développement Rural

**Nom du Projet :** Programme de Résilience du Système Alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA)

**Source de financement :** Banque mondiale, Crédit IDA

**Poste :** Un Spécialiste en Suivi-Evaluation

### **I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION**

Le Gouvernement du Mali a adopté, en 2017, une Politique Nationale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PoINSAN) dont l'objectif global ou objectif de développement est, d'assurer la sécurité alimentaire de la population malienne, améliorer l'état nutritionnel des couches plus vulnérables et leurs capacités de résilience. La stratégie d'intervention dans le cadre de cette politique est de favoriser l'accès aux facteurs de production, aux technologies et aux marchés. Le Gouvernement du Mali à travers le Ministère du Développement Rural, le Ministère de l'économie et des finances et le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Promotion des investissements, en collaboration avec la Banque mondiale, participe à la planification d'un programme quinquennal d'envergure régionale sur la résilience des systèmes alimentaires. Dans le prolongement des objectifs du Mali consignés dans le PoINSAN à l'horizon 2030, le Programme de Résilience du Système Alimentaire d'Afrique de l'Ouest (PRSA) contribuera aux objectifs du pays en termes de stratégie nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de réduction de la pauvreté et d'augmentation des revenus des ménages et des emplois. Le programme est aligné sur la deuxième phase du Plan de développement économique des pays (PNDES2) et du programme agricole de la CEDEAO (CEDEAO).

Le financement du PRSA est assuré par la Banque mondiale pour un montant total de 60 millions de dollars EU dont 30 millions de don.

L'objectif de développement du programme (PrDO) est de renforcer la préparation contre l'insécurité alimentaire et d'améliorer la résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest. Le PrDO est aligné sur la chaîne de résultats du Programme stratégique de préparation et d'intervention (SPRP) COVID-19. Les bénéficiaires du programme sont : (a) les ménages vulnérables (agriculteurs, agro-pasteurs, pasteurs), (b) les services techniques (recherche, vulgarisation, et autres), (c) les organisations de femmes et de jeunes, (d) le secteur privé (entreprises de production, de stockage, de transformation et de commercialisation), (e) et les ONG.

La coordination régionale du PRSA sera assurée par la CEDEAO. Le leadership sur les différentes composantes sera assuré par AGRHYMET sur la composante 1, CORAF composante 2 et CILSS et CEDEAO sur la composante 3. Au niveau du Mali, le Ministère d'exécution du programme est le Ministère du Développement Rural (MDR). De nombreux établissements publics et privés seront impliqués dans la mise en œuvre. D'autres ministères seront également directement impliqués, tels que le ministère du Commerce, le ministère de l'Innovation et de la Recherche et le ministère de l'Économie et des Finances. Le secteur

privé, y compris les PME, ainsi que les chambres nationales et régionales des agriculteurs et des coopératives, seront des acteurs clés de ce programme phare.

Conformément au programme global du MPA, les interventions du Mali comprennent des activités destinées à répondre immédiatement à la crise d'insécurité alimentaire ainsi que des investissements à moyen et long terme. Les activités du programme se réaliseront autour des cinq composantes suivantes :

**Composante 1** : Services de conseils numériques pour l'agriculture et la prévention et la gestion des crises alimentaires (10,3 millions de dollars)

**Composante 2** : Durabilité et capacité d'adaptation de la base productive du système alimentaire (30,3 millions de dollars)

**Composante 3** : Intégration et commerce des marchés alimentaires régionaux (15,9 millions de dollars)

**Composante 4** : Composante d'intervention d'urgence pour l'intervention d'urgence

**Composante 5** : Gestion du programme (3,6 millions de dollars us).

L'Unité de Coordination (UCP) du Projet de Développement de la productivité et de la diversification Agricole dans les Zones Arides et Semi-arides du Mali (PDAZAM, P164052) créée au sein de l'Agence de d'Aménagement des Terres et de fourniture de l'eau l'Irrigation (ATI), qui est sous la tutelle du Ministère du Développement Rural (MDR) sera chargée de la coordination et de la gestion du PRSA. Le programme appuiera l'ajout de personnel technique à cette UCP, pour faciliter la mise en œuvre du PRSA

Le Gouvernement entend utiliser une partie du crédit de la Banque Mondiale pour recruter des personnels techniques qui travailleront au sein de l'UCP du PRSA.

L'objectif principal des présents termes de référence est de recruter un Spécialiste en Suivi-évaluation au sein de l'Unité de Coordination du Programme.

## II. MISSION ET TACHES ASSIGNEES A L'EXPERT EN SUIVI EVALUATION

Sous la responsabilité du Coordonnateur du programme, le Spécialiste en Suivi et Evaluation (S&E) est chargé de :

- Contribuer à l'élaboration du système de S&E ;
- Assurer l'opérationnalisation du dispositif de S&E en lien avec le CILSS, l'AGRHYMET, le CORAF, la CEDEAO y compris le suivi de tous les services publics et prestataires impliqués dans le S&E selon le manuel S&E du programme ;
- Participer aux activités de coordination et d'harmonisation régionale en matière de suivi-évaluation ;
- Développer et suivre le plan de formation des acteurs du Programme sur les outils de S&E ;
- Suivre les indicateurs du cadre de résultats sur la base du document d'évaluation du projet et le mettre à jour régulièrement ;
- Contribuer à la mise en place d'un dispositif d'évaluation de l'impact du Projet

- Coordonner le dispositif de S&E du projet avec celui du ministère et des autres projets ;
- Elaborer, en collaboration avec les cadres de l'équipe, des plans de travail et budgets annuels du programme ;
- Elaborer des termes de référence (ou fournir des inputs aux TDR des différentes parties contractées par le programme) pour la réalisation des prestations relevant de son domaine et contractualisation (mise en place du système de suivi évaluation, enquêtes, audits techniques, etc.) ;
- Elaborer et diffuser les outils spécifiques de planification, de collecte, d'analyse et de traitement des données ;
- Rédiger et diffuser les rapports trimestriels, annuels, à mi-parcours et final ainsi que les autres rapports périodiques de gestion et suivi évaluation des activités du programme ;
- Centraliser, analyser les différents rapports techniques, les états d'exécution des activités au niveau des différentes composantes du programme ;
- Assurer une mise à jour régulière des bases de données pour le renseignement régulier des indicateurs ;
- Effectuer des missions dans les différents sites d'exécution du programme afin de vérifier la validité et la pertinence des données consignées dans les rapports d'activités ;
- Contribuer à l'élaboration des rapports de Suivi Financiers ;
- Organiser les réunions trimestrielles de suivi et évaluation du programme ;
- Organiser les visites d'échanges d'expériences et de rencontres.
- Assurer toutes autres tâches en lien avec la fonction.

### **III. LIEU D'AFFECTATION**

Le (la) SSE est basé(e) à Bamako, Mali, au sein de l'Unité de Gestion de Programme avec des déplacements fréquents à prévoir dans les zones d'intervention du Programme.

### **IV. DUREE DE LA MISSION :**

La date de clôture du Projet est fixée au 31 décembre 2026. La mission du SSE sélectionné à l'issue du processus de recrutement sera d'un an renouvelable, avec une période d'essai de six (06) mois. Au cas où la performance du SSE est satisfaisante, son contrat pourra être reconduit pour couvrir la durée du Programme, sous réserve de l'évaluation annuelle de sa performance jugée satisfaisante par le Coordonnateur national de l'UGP, et confirmée avec l'avis de la Banque mondiale.

### **V. QUALIFICATION**

- Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC +5) ou équivalent dans les domaines suivants : économie, statistiques, agroéconomie, informatique ou sciences sociales ; avec au moins 10 ans d'expérience professionnelle totale ;

- Avoir une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en tant que chargé d'un dispositif de suivi évaluation dont au moins trois (3) dans le cadre de projets financés par un bailleur de fonds multilatéral. Une expérience de travail avec des projets financés par la Banque mondiale sera un avantage supplémentaire ;
- Avoir une expertise en suivi et évaluation et en gestion de base de données.
- Avoir une expérience pratique dans la réalisation d'études d'impact de projet de développement

### **Exigences particulières**

- Avoir une bonne capacité d'écoute, le sens de responsabilité, d'initiative et d'adaptabilité ;
- Disposer de solides capacités d'analyse, de synthèse et de rédaction ;
- Avoir une connaissance pratique des techniques de collecte, d'analyse et traitement des informations de terrain ; une pratique d'outils TIC constitue un plus.
- Avoir de bonnes capacités rédactionnelles et de bonne aptitude pour le rapportage et la communication ;
- Avoir une bonne aptitude à travailler sous pression et en équipe ;
- Avoir une parfaite maîtrise des logiciels Word, Excel, PowerPoint. Avoir pratiqué des logiciels de SIG, de gestion de base de données relationnelles, de gestion comptable, et de traitement statistique dans le cadre d'une mission de suivi-évaluation constituent des atouts importants.

## **VI. AUTRES CONDITIONS**

Le Consultant sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de projets d'Investissement (FPI) » de Juillet 2016, révisé en Novembre 2017, Août 2018 et Novembre 2020.

Il reste entendu que le recrutement d'un candidat fonctionnaire doit satisfaire aux dispositions de la clause 3.23 d) du Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de projets d'Investissement (FPI) de Juillet 2016, qui précisent que les responsables d'administrations publiques et les fonctionnaires du pays de l'Emprunteur peuvent être engagés dans le cadre de contrats de consultants dans ledit pays, soit individuellement soit comme membre de l'équipe d'experts proposée par un cabinet de consultants, uniquement lorsque :

- Leurs services sont d'un caractère unique et exceptionnel, ou leur participation est indispensable à l'exécution du projet ;
- Leur engagement ne créera pas de conflit d'intérêts ; et leur engagement n'enfreint aucune loi, réglementation ou politique de l'Emprunteur.

Il est également porté à l'attention des Consultants que les dispositions de la clause 3.15 d) du « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets (FPI) » datées de Juillet 2016 relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

## VII. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une demande manuscrite adressée au Coordinateur du PDAZAM ;
- Une lettre de motivation datée et signée ;
- Une copie légalisée du ou des diplômes et la lettre d'équivalence pour les diplômes étrangers ;
- Un curriculum vitae ;
- Les copies légalisées des attestations de travail ;

Les documents de preuve non légalisés ou certifiés conforme aux originaux ne seront pas pris en compte (diplômes, attestations de travail).

## VIII. DEPOT DES DOSSIERS

Les dossiers de candidature doivent être déposés :

Soit sous plis fermé et anonyme avec la mention « **Recrutement d'un Spécialiste en Suivi-Evaluation du PRSA** » au secrétariat du PDAZAM Sise à Hamdallaye ACI 200, Rue 234, Tel. : 00223 20 22 26 96 / 69 00 74 75.

- Soit envoyés par email (format PDF) aux adresses suivantes :

**Directeur Technique :**

- **Email 1 :** [sadio\\_c2000@yahoo.fr](mailto:sadio_c2000@yahoo.fr)

**Assistant Passation des marchés :**

- **Email 2 :** [aftraore02@gmail.com](mailto:aftraore02@gmail.com)

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au **30 décembre 2021 à 16h 00 mn.**

Seuls les candidats présélectionnés par la commission seront convoqués pour des entretiens avec les membres de la commission. Les dossiers de candidature ne seront pas retournés.

Bamako le 13 décembre 2021

**Le Coordinateur du PDAZAM**

